

## Edito

## Tous coupables !

**A**u regard de ce qui se passe en cette tumultueuse période pré-électorale faite de bruits, de fureur et d'invectives, il serait judicieux que la Cour constitutionnelle prenne suffisamment de la hauteur et se positionne, plaise à Dieu, au niveau des standards communément connus en matière d'application de la loi fondamentale, mère des lois. Après l'examen des dossiers des candidats à la présidentielle, la cour doit démontrer qu'elle est capable de s'en tenir à la loi et de redonner au droit toute sa force et toute son intangibilité. Les dossiers à problèmes, même minimes, doivent conduire à la disqualification de leurs auteurs. Par stratégie, conscience et pour raison de contexte pré électoral « à risque », la cour devrait logiquement, cas de force majeure, reporter l'élection et se donner quelques semaines afin de permettre un climat apaisé pour organiser une élection transparente, propre et juste. Le problème d'un candidat s'est malheureusement transformé en un problème pour tout le pays. Il faut savoir sagesse conserver pour préserver la paix qui est répétée du bout des lèvres depuis des décennies, mais qui, en réalité, n'a jamais existé dans le quotidien des citoyens. Il n'y a pas de paix quand l'opulence fait scandale à côté de la misère. Il n'y a pas de paix quand les auteurs de détournements des deniers publics se pavanent sans souci à travers le pays. Il n'y a pas de paix quand les hommes et les femmes de loi en toges ou en robes tordent insolemment le cou au droit. Dans ces conditions, la paix prépare la violence et la violence, portée au paroxysme, n'épargne personne. Attention, par leur arrogance et leur mépris, les dirigeants étatiques ont

créé et créent trop de haine dans les cœurs des populations gabonaises. Toutes les foules qui sont constituées pour la gloire du candidat du régime PDG ne sont que des faux semblants qui ont pour finalité de créer la confusion parmi les citoyens et de faire croire à la communauté internationale qui gouverne le monde que le peuple adule le pouvoir en place.

Certes, comme toujours, deux plans A et B sont d'ores et déjà mis en attente. D'une part, les forces de répression sont mobilisées, fortement armées et prêtes à la violence contre les émeutiers ; d'autre part, les discours d'apaisement du « futur élu », qui continuera ou qui prendra le relais de la répression, sont déjà rédigés. A l'étranger, certaines personnalités attendent de s'exprimer pour apporter leur soutien au candidat, de l'un des camps, qui sera désigné futur président. Tout ce cirque est connu de tous les Gabonais puisqu'il a été monté à 3 reprises ; deux fois sous Omar Bongo contre Paul Mba Abessole et Pierre Mamboundou et en 2009 contre Mba Obame. Ce jeu électoral à « Qui perd gagne » est source de haine et de frustration. Le moyen d'y mettre fin relève de la responsabilité de chaque candidat, des juristes et des citoyens patriotes... Mais, combien de Gabonais ont encore la fibre patriotique ? Tous sont indifférents à la honte et à l'abaissement de notre pays. Par notre excès de prudence et de courtoisie, nous nous rendons comptables et complices de ce qui pourrait se passer en bien ou en mal dans notre Gabon lors de cette présidentielle.

La Rédaction

Le Mbandja N° 355 du Mardi 19 Juillet 2016